

À l'aube de 2026, LA GUERRE N'ATTEND PLUS!

De Caracas à Téhéran, la force
redessine l'ordre mondial..



Mohamed Ait Bellahcen

03 JANVIER 2026 © -L'ODJ MÉDIA

Introduction — Le monde sans pause

L'année 2026 ne s'ouvre pas sur une période de détente. Après les secousses pandémiques et le conflit ukrainien, beaucoup espéraient un retour à une forme d'équilibre, ne serait-ce que précaire. C'était sans compter sur un retour brutal de l'action militaire directe, assumée, presque théâtralisée. Les premières semaines de cette année ont été marquées par deux annonces parallèles qui, si elles sont confirmées, redéfinissent les règles du jeu international : des frappes américaines au Venezuela avec pour objectif déclaré la capture du président Nicolás Maduro, et des menaces explicites d'intervention contre l'Iran en cas de répression de mouvements sociaux.

Cette simultanéité n'est probablement pas un hasard. Elle dessine les contours d'une stratégie délibérée de *pression permanente*, où la menace militaire n'est plus l'ultime recours après l'épuisement des canaux diplomatiques, mais un instrument de gouvernement du chaos mondial, brandi en continu. Le sentiment qui en émerge est celui d'un monde placé sous un état de tension continue, sans phase de respiration. La question centrale devient alors : assistons-nous à la normalisation d'une ère d'« invasions annoncées », où l'action militaire est pré-déclarée, médiatisée et revendiquée, rompant avec les codes classiques de la dissuasion, du secret opérationnel et du droit international ?

Cet essai se propose d'analyser cette séquence brûlante en s'appuyant strictement sur les informations disponibles début 2026, avec toute la prudence requise face à une guerre de l'information déjà intense. Il ne s'agit pas de prophétiser, mais de mettre en perspective une rupture potentielle.



Chapitre 1 — Le précédent vénézuélien : un Rubicon franchi ?

La nouvelle, relayée par plusieurs agences de presse internationales début 2026, a l'effet d'une détonation : l'ancien et futur président américain Donald Trump aurait annoncé, depuis son avion de campagne, le lancement de frappes aériennes au Venezuela et affirmé que le président Nicolás Maduro était « sous la garde » des États-Unis. L'annonce, faite devant des supporters, serait immédiatement suivie de démentis cinglants de Caracas et de l'absence de confirmation officielle par les autorités américaines en poste.

Une capture d'État chef : rupture historique ?

Si cette capture s'avérait réelle, elle marquerait une rupture historique sans précédent depuis l'opération américaine au Panama en 1989, qui avait abouti à la capture du dirigeant Manuel Noriega. La souveraineté d'un État membre des Nations Unies serait violée de manière spectaculaire, au-delà même des interventions récentes en Irak ou en Libye, qui visaient des régimes mais pas nécessairement la capture physique immédiate de leur chef. Le Venezuela a immédiatement déclaré l'état d'urgence et dénoncé une « opération de guerre ». Son ministre des Affaires étrangères a appelé à une réunion d'urgence de l'ONU, qualifiant l'acte de « violation flagrante de la Charte des Nations Unies ». L'armée vénézuélienne a, quant à elle, annoncé des manœuvres de « défense populaire intégrale ».

Cible « idéale » ou message global ?

Le choix du Venezuela n'est pas anodin. Isolé diplomatiquement, affaibli économiquement par des années de sanctions et de crise, dirigé par un régime controversé, il pouvait apparaître comme une cible à relativement faible risque de contre-escalade majeure avec d'autres puissances. Mais l'opération, si elle est confirmée, dépasse le cadre vénézuélien. Elle envoie un message à toutes les capitales considérées comme adversaires par Washington : aucun dirigeant n'est à l'abri. C'est un retour à une doctrine de la puissance brute, où la légitimité internationale est subordonnée à la capacité de riposte.

Zone d'ombre et guerre de l'information

Il est crucial de souligner les zones d'incertitude. L'annonce initiale émane d'une figure politique en campagne, et non d'un communiqué officiel du Pentagone ou de la Maison-Blanche. Les agences de presse (AFP, Reuters, Associated Press) rapportent ces déclarations et les démentis, sans pouvoir confirmer les faits sur le terrain. Nous sommes donc dans le registre de la *communication stratégique* à haut risque : l'annonce elle-même, vraie ou fausse, produit un choc et crée un fait politique. Elle place les adversaires et alliés dans l'obligation de réagir à une réalité potentiellement fabriquée. C'est là peut-être la première leçon de cette séquence : la vérité des faits est immédiatement noyée dans le récit, et c'est ce récit qui devient l'arme principale.

Frappes aériennes :
Objectif CARACAS



ÉTAT D'URENEC



PRESIDENT MADURO :
SOUS LA GARDE DES US



LE MONDE SOUS TENSION : FRAUDES AU VENEZUELA

Chapitre 2 — L'Iran sous pression : quand l'économie devient le champ de bataille

Presque simultanément, la pression monte d'un cran sur un autre front traditionnel de la confrontation : l'Iran. Les menaces américaines, cette fois explicites, promettent une intervention en cas de répression par Téhéran de mouvements de protestation sociale. Cette menace s'inscrit dans un contexte interne iranien extrêmement tendu, bien documenté par les données économiques disponibles.

Le terreau de la colère : inflation et sanctions

L'économie iranienne est étranglée. L'inflation atteint des niveaux records, dépassant selon certaines estimations les 40% sur les produits alimentaires de base. La monnaie nationale, le rial, s'effondre. Ce marasme économique est directement lié au régime de sanctions

internationales, et notamment américaines, réimposées et durcies ces dernières années. La rue gronde régulièrement, avec des manifestations éclatant sur des motifs économiques qui se politisent rapidement, remettant en cause la légitimité même du régime des Mollahs.

La menace extérieure comme facteur d'instabilité maximale

La menace américaine d'intervention en cas de répression change la donne de la contestation interne. D'une part, elle peut être perçue par les manifestants comme un signal de soutien, risquant d'encourager une radicalisation du mouvement. D'autre part, elle offre au pouvoir iranien un argument nationaliste puissant pour réprimer : dénoncer les protestations comme étant téléguidées de l'étranger, fomentées par l'« ennemi américain et sioniste ». Le régime peut ainsi tenter de transformer un défi interne en crise nationale face à une agression extérieure imminente. Cette dynamique est extrêmement dangereuse : elle verrouille la possibilité d'un dialogue interne et pousse à la confrontation, à l'intérieur comme à l'extérieur.

Une stratégie du pire ?

La simultanéité des crises vénézuélienne et iranienne suggère une stratégie coordonnée de pression sur deux régimes considérés comme « ennemis ». L'objectif pourrait être de tester les réactions internationales sur un théâtre (Venezuela) considéré comme moins sensible avant de potentiellement agir sur un théâtre plus risqué (Iran). Ou, plus simplement, de créer un sentiment d'encerclement et d'impuissance chez ces régimes et leurs alliés. Dans les deux cas, l'économie est utilisée comme une arme de déstabilisation préalable, préparant le terrain à une intervention militaire présentée comme « humanitaire » ou « de protection des civils ».

internationales, et notamment américaines, réimposées et durcies ces dernières années. La rue gronde régulièrement, avec des manifestations éclatant sur des motifs économiques qui se politisent rapidement, remettant en cause la légitimité même du régime des Mollahs.



MENACE EXPLICITE
D'INTERVENTION CONTRE

Chapitre 3 — La fin du multilatéralisme opérant

Ces annonces et actions, si elles se concrétisent, consacrent l'effondrement pratique du multilatéralisme comme cadre régulateur des relations internationales. Les institutions créées après 1945 pour éviter le retour de la loi du plus fort sont réduites à l'état de spectatrices impuissantes, voire de caution symbolique a posteriori.

L'ONU marginalisée

La réaction vénézuélienne — appeler à une réunion d'urgence du Conseil de sécurité de l'ONU — est symptomatique de l'impuissance de l'organisation. Dans un scénario où une puissance permanente du Conseil (les États-Unis) serait l'auteur présumé de l'agression, tout mécanisme de sanction ou de condamnation est bloqué par le droit de veto. L'ONU devient alors une chambre d'enregistrement des protestations, non un organe de règlement des crises. Son autorité morale et juridique en sort profondément affaiblie, renforçant la perception d'un monde régi par la seule realpolitik.

La souveraineté redéfinie par la force

Le principe cardinal de l'ordre westphalien — l'inviolabilité de la souveraineté des États — est directement mis à mal. Il est remplacé par un principe de souveraineté conditionnelle :
votre

souveraineté est respectée tant que votre politique intérieure et extérieure ne contrevient pas aux intérêts et valeurs définis par la puissance hégémonique. Cette doctrine, déjà sous-jacente à l'intervention au Kosovo (1999) ou en Irak (2003), atteint ici un nouveau stade : elle n'a même plus besoin d'être longuement justifiée par une construction juridique complexe (résolutions, preuves d'armes de destruction massive). Elle est annoncée de manière unilatérale et presque cavalière.

Le retour des coalitions ad hoc

Face à la paralysie des institutions universelles, on assiste à un retour en force des coalitions d'États liées par des intérêts conjoncturels. L'intervention, si elle a lieu, ne serait probablement pas menée par les États-Unis seuls, mais par une coalition de pays alliés (du continent américain, européens) qui accepteraient de légitimer l'action. Ce modèle, expérimenté en Libye en 2011 sous bannière de l'OTAN, devient la norme. Il permet de contourner l'ONU tout en donnant une apparence de légitimité internationale plus large qu'une action strictement unilatérale.



**BLOCKED BY
VETO POWER**

Chapitre 4 — Invasions annoncées : doctrine ou improvisation permanente ?

Le caractère le plus frappant de cette séquence est la publicité donnée aux intentions militaires. Traditionnellement, la préparation d'une intervention se fait dans le secret, et son déclenchement est une surprise tactique. Ici, la menace est proférée publiquement, répétée, martelée. S'agit-il d'une nouvelle doctrine ou d'une improvisation médiatique ?

La stratégie du choc communicationnel

Annoncer une invasion, c'est créer un choc psychologique qui peut, en théorie, produire l'effet désiré sans avoir à combattre. L'objectif est de paralyser l'adversaire, de provoquer la débandade de ses soutiens, de précipiter une reddition ou un coup d'État intérieur. C'est une forme de dissuasion inversée : au lieu de dissuader l'adversaire d'agir, on l'informe de son sort pour qu'il capitule. La communication devient l'arme primaire, l'action militaire n'en étant que la matérialisation ultime. Cette méthode porte la marque d'une époque où les déclarations sur les réseaux sociaux et dans les rassemblements font immédiatement l'objet d'une couverture mondiale.

L'effet Trump : l'imprévisibilité comme système

Cette approche est indissociable du style politique de Donald Trump, qui en a fait la démonstration pendant son premier mandat. La politique étrangère n'est plus le fruit d'un processus bureaucratique rodé au sein du Département d'État et du Pentagone, mais peut être annoncée de manière impulsive, créant des faits accomplis que l'appareil d'État doit ensuite gérer. Cette imprévisibilité délibérée est conçue comme un atout : elle rend la réponse des adversaires difficile, car ils ne peuvent se fonder sur des schémas rationnels préétablis. Le risque, évidemment, est de commettre une erreur de calcul aux conséquences catastrophiques, ou de perdre toute crédibilité si les menaces proférées ne sont pas suivies d'effet.

Improvisation ou doctrine « permanente » ?

Il est difficile de trancher. Les éléments factuels manquent pour affirmer l'existence d'une doctrine formalisée des « invasions annoncées ». En revanche, on peut observer l'émergence d'une *pratique* : celle d'une pression verbale et militaire constante, sans trêve, visant à maintenir les adversaires en déséquilibre permanent. C'est la fin de la distinction claire entre guerre et paix. Nous entrons dans un état intermédiaire, de « conflit latent permanent », où les frappes, les sanctions et les menaces se succèdent sans déclaration de guerre formelle, mais sans retour à un état de normale relationnelle.

INVASIONS ANNONCÉES

LA STRATÉGIE DU CHOC



Chapitre 5 — Réactions du monde : silence, prudence ou repositionnement ?

La réponse de la communauté internationale à ces événements sera un indicateur crucial de la nouvelle distribution du pouvoir mondial. On peut anticiper plusieurs types de réactions, en gradation.

L'Amérique latine : entre indignation et realpolitik

La réaction du continent sera probablement divisée. Des pays comme le Mexique, la Bolivie, ou Cuba condamneront avec véhémence une violation de la souveraineté et un retour à l'époque des interventions directes américaines. Le Brésil et l'Argentine, aux gouvernements plus alignés sur Washington ou soucieux de leurs relations économiques, pourraient adopter un langage plus prudent, appelant au dialogue et au respect du droit international sans nommer explicitement les États-Unis. L'Organisation des États américains (OEA), traditionnellement influencée par Washington, pourrait connaître des tensions extrêmes.

Le Moyen-Orient : la peur de la contagion

La menace sur l'Iran place ses voisins dans une position délicate. Les monarchies du Golfe, traditionnellement rivales de Téhéran mais aussi inquiètes de la puissance américaine, pourraient adopter une position officieuse de soutien tacite à Washington, tout en exprimant publiquement leur souhait de stabilité. Israël, qui voit en l'Iran une menace existentielle, soutiendra fermement la pression américaine. La Syrie, alliée de l'Iran, dénoncera une agression impérialiste. La région retient son souffle, craignant qu'une intervention en Iran ne déclenche un conflit régional généralisé.

Les puissances émergentes (Chine, Russie, Inde) : le test de l'ordre multipolaire

C'est ici que se joue l'avenir de l'ordre mondial. La Russie et la Chine, alliés stratégiques du Venezuela et de l'Iran, sont les plus directement concernés. Leur réaction mesurera leur volonté et leur capacité à contrer l'hégémonie américaine. On peut s'attendre à des condamnations fermes, à des exercices militaires de montée en puissance, à des vetos au Conseil de sécurité, et à une intensification du soutien militaire et économique à Caracas et Téhéran. Mais iront-ils jusqu'à une confrontation directe ? C'est peu probable. Leur objectif sera plutôt de dénoncer l'« unilatéralisme américain » pour se poser en défenseurs d'un monde multipolaire, tout en évitant

soigneusement un affrontement militaire avec Washington. L'Inde, partenaire stratégique des États-Unis mais aussi grand importateur de pétrole iranien, optera probablement pour un équilibre délicat, prônant la retenue et le dialogue.

L'Europe : le dilemme atlantiste

L'Union européenne est tiraillée. D'un côté, elle partage avec les États-Unis l'inquiétude face au programme nucléaire iranien et critique le régime de Maduro. De l'autre, elle est profondément attachée au droit international et au multilatéralisme, et redoute l'instabilité que des interventions créeraient (flux migratoires, insécurité énergétique). On peut s'attendre à des déclarations diplomatiques cherchant à concilier l'inconciliable : « préoccupation » face aux agissements des régimes, « appel au respect de la souveraineté et du droit international », et « demande de retenue à toutes les parties ». Les divisions entre États membres (les pays d'Europe de l'Est plus atlantistes, les pays du Sud plus réticents) paralyseront probablement toute position forte et unie.



ORDRE MULTIPOLAIRE

VENEZUELA

SOUTIEN TACITE

BOLIVIA

ARABIE SAOUDITE

ASSOCIATION

VETO ATLANTIQUE

SOUTIEN FERME

DILEMME ATLANTIQUE

PEUR DE CONTAGION

Chapitre 6 — 2026—2030 : un monde sous tension continue

Si cette séquence inaugure bien une nouvelle ère, le monde des cinq prochaines années sera radicalement différent de celui des deux décennies précédentes.

Risques de contagion et d'escalade

Le précédent vénézuélien, s'il est avéré et reste impuni, pourrait encourager d'autres actions similaires. D'autres régimes considérés comme « voyous » ou faibles pourraient devenir des cibles. À l'inverse, il pourrait aussi pousser les puissances rivales à adopter des tactiques similaires dans leurs sphères d'influence. On imagine mal la Russie ou la Chine procéder à des captures de dirigeants, mais elles pourraient intensifier leurs actions hybrides (cyberattaques, coups d'État par proxy, pressions économiques extrêmes) en se sentant libérées de toute contrainte normative.

La normalisation de l'exception militaire

Le plus grand danger est la banalisation. Si les frappes, les assassinats ciblés de chefs d'État, les menaces d'invasion deviennent des outils de politique étrangère courants, nous entrons dans un monde où la force redevient le droit premier. Les petits et moyens États vivront dans la crainte permanente d'être la prochaine cible d'une « annonce » qui précipitera leur destin. L'investissement dans les armées et les arsenaux deviendra la priorité absolue, au détriment du développement, accélérant une course aux armements mondiale.

L'étau sur les sociétés civiles

Dans ce monde sous tension, l'espace pour la dissidence et la société civile se réduit comme peau de chagrin. Tout mouvement de protestation interne sera suspecté d'être manipulé de l'étranger et pourra servir de prétexte à une intervention. Les régimes autoritaires trouveront dans cette rhétorique un argument en or pour réprimer toute opposition, au nom de la défense nationale contre l'ingérence. La liberté des peuples à choisir leur destin pourrait être la première victime de cette nouvelle guerre froide en devenir.



Conclusion — Quand la menace devient gouvernance

Les premières semaines de 2026, à travers les brûlants exemples du Venezuela et de l'Iran, nous offrent une radiographie d'un monde en plein éboulement. Que les annonces de frappes et de captures soient pleinement avérées ou qu'elles relèvent en partie de la manipulation informationnelle importe finalement moins que leur effet : elles ont instillé l'idée que le Rubicon pouvait être franchi.

Le basculement potentiel vers une ère d'« invasions annoncées » signe l'échec des systèmes de régulation établis après 1945 et 1989. Il consacre le retour d'une politique de la puissance pure, où la communication provocatrice et l'action militaire unilatérale deviennent les instruments d'une gouvernance par la menace permanente. Dans ce système, il n'y a plus de pause, plus de statu quo, seulement un déséquilibre dynamique entre des phases de tension aiguë et des explosions de violence.

L'enjeu pour les années à venir ne sera pas seulement de savoir qui gagnera les conflits du Venezuela ou d'Iran. Il sera de déterminer si ce mode de relations internationales — fondé sur la peur, l'imprévisibilité et le mépris des cadres collectifs — peut constituer un ordre stable. L'Histoire suggère que non. Les périodes où la force prime le droit sont généralement des interludes chaotiques, préludes à des conflagrations plus larges ou à l'émergence épuisée d'un nouvel équilibre, toujours précaire.

Le monde de 2026 semble avoir choisi la voie du risque maximum. Il revient maintenant aux autres puissances, grandes et moyennes, et in fine aux opinions publiques mondiales, de décider si elles acceptent de vivre désormais sous l'état de tension continue, ou si elles trouveront les ressources pour reconstruire, sur les ruines du multilatéralisme défunt, de nouvelles formes de dialogue et de contrainte collective. L'alternative à cette reconstruction est un XXI^e siècle bien plus sombre et violent que le précédent.

Note de l'auteur : Cet essai a été rédigé en janvier 2026, sur la base des informations et dépêches d'agences disponibles à cette date. Il constitue une analyse à chaud d'une séquence en cours, dont de nombreux aspects restent à clarifier. Il n'a d'autre prétention que d'offrir des clés de lecture pour un moment de bascule géopolitique.

MOHAMED AIT BELLAHCEN

2026 © COPYRIGHT - L'OPINION DES JEUNES - L'ODJ MÉDIA